

Recommandations et délibérations du CSA relatives à la protection des mineurs

Délibération du 22 juillet 2008 visant à protéger les enfants de moins de 3 ans des effets de la télévision

Date de publication sur le site : 14 août 2008
Assemblée plénière du 22 juillet 2008

Délibération n° 2008-85 du 22 juillet 2008 du Conseil supérieur de l'audiovisuel visant à protéger les enfants de moins de 3 ans des effets de la télévision, en particulier des services présentés comme spécifiquement conçus pour eux

Les articles 1er et 15 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication confient au Conseil supérieur de l'audiovisuel la mission de veiller à la protection de l'enfance et de l'adolescence. Le Conseil a également la responsabilité de veiller à la prévention des troubles à l'ordre public dont l'une des composantes est la santé publique. A ce titre, il lui appartient de prendre les mesures qui permettent d'assurer la protection du très jeune public à l'encontre des programmes susceptibles de freiner son développement.

En particulier, les experts de la santé et de l'enfance consultés par le Conseil estiment qu'en dessous de 3 ans, l'échange et la stimulation avec des personnes sont indispensables au bon développement des enfants. De tels échanges et interactions ne sauraient être remplacés par la télévision. Les experts consultés relèvent au contraire que la consommation de télévision porte atteinte au développement des enfants de moins de 3 ans et présente un certain nombre de risques en favorisant la passivité, les retards de langage, l'agitation, les troubles du sommeil et de la concentration ainsi que la dépendance aux écrans.

Dans un avis du 16 avril 2008 sur l'impact des chaînes télévisées sur le tout-petit enfant (0 à 3 ans), le ministère de la santé considère comme non-pertinent le concept de programme de télévision adapté à l'enfant de moins de 3 ans. Les fondements scientifiques sur le développement cognitif et psychique de l'enfant tendent à démontrer que les programmes de télévision spécifiquement conçus pour les très jeunes enfants ne sauraient avoir un effet bénéfique sur leur développement psychomoteur et affectif. Au contraire, les études disponibles soulignent le risque lié à la consommation d'images télévisuelles sur la naissance et le développement des processus de pensée et de l'imagination, sur l'intégration des émotions et sur le développement psychomoteur. Pour développer ses capacités physiques, psychomotrices, cognitives et affectives, l'enfant doit utiliser activement ses cinq sens et s'appuyer sur la relation avec un adulte disponible. Le ministère de la santé se prononce contre la diffusion des chaînes spécifiques pour les enfants de moins de 3 ans et recommande notamment que les sociétés commercialisant des émissions destinées aux jeunes enfants ne puissent alléguer de bénéfices pour la santé ou le développement de l'enfant non prouvés scientifiquement.

Dans ce même avis, le ministère de la santé déconseille la consommation de la télévision jusqu'à l'âge d'au moins 3 ans, indépendamment du type de programmes. Il considère qu'au delà de 3 ans, chez le jeune enfant, l'usage de la télévision doit être

particulièrement prudent. La prise de conscience de tous ces risques par les adultes nécessite de développer une information précise à leur attention.

La ministre de la santé a rendu public cet avis scientifique.

Au vu de ces éléments, il appartient au Conseil supérieur de l'audiovisuel de prendre les dispositions nécessaires à la protection de la santé et du développement des jeunes enfants, en particulier les enfants de moins de 3 ans, plus vulnérables aux effets néfastes de la télévision.

Dès lors, il y a lieu, d'une part, d'encadrer la distribution de services de télévision présentés comme spécifiquement conçus pour les enfants de moins de 3 ans et, d'autre part, de demander aux éditeurs de services de télévision de favoriser l'information de leurs téléspectateurs sur les conséquences néfastes de la télévision pour ces enfants.

I. La distribution de services de télévision présentés comme spécifiquement conçus pour les enfants de moins de trois ans

La présente délibération s'applique aux distributeurs établis en France et commercialisant un service de télévision présenté comme spécifiquement conçu pour les enfants de moins de 3 ans.

A. L'information des abonnés

1. Information à l'écran

Les distributeurs doivent porter régulièrement à la connaissance de leurs abonnés, sous la forme de leur choix, de façon facilement lisible et accessible, sur l'écran du distributeur et sur l'écran de l'éditeur, le message d'avertissement suivant :

« Ceci est un message du Conseil supérieur de l'audiovisuel et du ministère de la santé :

Regarder la télévision peut freiner le développement des enfants de moins de 3 ans, même lorsqu'il s'agit de chaînes qui s'adressent spécifiquement à eux ».

2. Information hors écran

a) Information sur les supports de communication

Sur tout support de communication hors écran à leur disposition (journal des abonnés, internet, etc.), les distributeurs accompagnent toute référence à une chaîne présentée comme spécifiquement conçue pour les enfants de moins de 3 ans du message explicatif suivant :

« Ceci est un message du Conseil supérieur de l'audiovisuel et du ministère de la santé : Regarder la télévision, y compris les chaînes présentées comme spécifiquement conçues pour les enfants de moins de 3 ans, peut entraîner chez ces derniers des troubles du développement tels que passivité, retards de langage, agitation, troubles du sommeil, troubles de la concentration et dépendance aux écrans ».

Cette information peut prendre la forme d'une mention en bas de page.

Deze informatie kan onderaan de bladzijde worden geplaatst.

b) Information contractuelle

La même information doit également figurer de manière lisible, dans une taille de caractères au moins aussi grande que celle qui est prévue pour les autres stipulations, dans les conditions générales de vente ou le contrat d'abonnement à une offre comprenant une chaîne spécifiquement destinée aux enfants de moins de 3 ans.

B. La promotion des services

Les distributeurs ne peuvent promouvoir, directement ou indirectement, les prétendues vertus sanitaires, éducatives ou pédagogiques des services de télévision présentés comme spécifiquement conçus pour les enfants de moins de 3 ans.

II. L'édition de services de télévision et la protection des enfants de moins de 3 ans

La présente délibération s'applique aux éditeurs établis en France au sens de l'article 43-2 de la loi du 30 septembre 1986.

A – L'information des téléspectateurs sur les conséquences néfastes de la télévision sur les enfants de moins de 3 ans

Chaque année, le Conseil supérieur de l'audiovisuel organise, en partenariat avec le ministère de la santé, sur les supports de communication à sa disposition (site internet, *Lettre du CSA*, communiqués de presse etc.), une campagne tendant à sensibiliser le public sur les dangers présentés par la télévision en ce qui concerne les enfants de moins de trois ans.

La campagne vise à développer une information basée sur deux constats établis par les experts de la santé et de l'enfance :

- les programmes de télévision, quels qu'ils soient, ne sont pas adaptés aux enfants de moins de 3 ans ;
- la télévision peut favoriser, chez les enfants de moins de 3 ans, des troubles du développement tels que passivité, retards de langage, agitation, troubles du sommeil, troubles de la concentration, dépendance aux écrans.

Dans le cadre de cette campagne, les éditeurs portent à la connaissance des téléspectateurs, à l'antenne, sous la forme de leur choix, les informations mises à leur disposition par le Conseil sur les dangers présentés par la télévision pour les enfants de moins de 3 ans.

En concertation avec les éditeurs, le Conseil fixe les dates de début et de fin de cette campagne. Il communique ces dates aux éditeurs trois mois au moins avant le

lancement de la campagne.

B – L'édition de programmes de télévision présentés comme spécifiquement conçus pour les enfants de moins de 3 ans

Les éditeurs ne peuvent ni diffuser ni promouvoir, sur leur antenne et sur tout autre support, des programmes visant spécifiquement les enfants de moins de 3 ans.

III. L'information du Conseil supérieur de l'audiovisuel

Les éditeurs et distributeurs visés par la présente délibération fournissent chaque année au Conseil supérieur de l'audiovisuel un rapport sur la mise en oeuvre des mesures prévues. Ce rapport précise notamment les éventuelles difficultés relevées dans la mise en oeuvre du dispositif.

La présente délibération sera publiée au *Journal officiel de la République française* et entrera en vigueur le 1er novembre 2008.

Fait à Paris, le 22 juillet 2008
Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel,
Le Président,
Michel BOYON

Recommandations et délibérations du CSA (= Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) relatives à la protection des mineurs -Délibération du 22 juillet 2008 visant à protéger les enfants de moins de 3 ans des effets de la télévision - Aanbevelingen en besluiten van de Hoge Raad inzake het Audiovisuele met betrekking tot de bescherming van minderjarigen Beraadslaging van 22 juli 2008 gericht op het beschermen van kinderen onder de 3 jaar tegen de gevolgen van televisie kijken.

Aanbevelingen en besluiten met betrekking tot de bescherming van minderjarigen

Beraadslaging van 22 juli 2008 gericht op het beschermen van kinderen onder de 3 jaar tegen de gevolgen van televisie kijken

Datum van internetpublicatie: 14 augustus 2008

Plenaire vergadering 22 juli 2008

Besluit nr. 2008-85 van 22 juli 2008 van de Conseil supérieur de l'audiovisuel (Hoge raad voor de audiovisuele middelen) ter bescherming van kinderen onder de 3 jaar tegen de gevolgen van het televisie kijken, in het bijzonder tegen de gevolgen van programma's die speciaal voor hen zijn bedoeld.

De artikelen 1 en 15 van de wet van 30 september 1986 met betrekking tot de vrijheid van communicatie vertrouwt de opdracht toe te zien op de bescherming van kinderen en jongeren toe aan de Raad. Ook komt de Raad de taak toe, toe te zien op het voorkomen van verstoring van de openbare orde, waarvan onder andere de volksgezondheid deel uitmaakt. Onder deze titel is het de taak van de Raad maatregelen te nemen ter bescherming van de zeer jonge burgers in verband met programma's die hen in hun ontwikkeling kunnen bedreigen.

De door de Raad geraadpleegde deskundigen op het gebied van gezondheid en jeugd zijn van mening dat het gestimuleerd worden door en omgang met mensen onontbeerlijk zijn voor een goede ontwikkeling van kinderen. Dergelijke omgang en interactie kunnen niet worden vervangen door televisie. De geraadpleegde deskundigen tekenen integendeel aan dat televisie kijken een aanslag betekent op de ontwikkeling van kinderen onder de 3 jaar en een aantal risico's meebrengt doordat het kinderen passief kan maken, taalachterstand, opwindings-, slaapproblemen en concentratieproblemen bevordert evenals verlaging .

In een advies met betrekking tot televisiekanalen voor jonge kinderen (0 tot 3 jaar) van het ministerie van volksgezondheid wordt geen plaats gezien voor een

televisieprogramma afgestemd op kinderen van onder de 3 jaar. Wetenschappelijk gezien wordt aangenomen dat speciale televisie voor zeer jonge kinderen geen goede bijdrage kan leveren aan hun psychomotorische en emotionele ontwikkeling. De beschikbare onderzoeken onderstrepen, integendeel, de risico's van televisie kijken die verband houden met de ontwikkeling van het denkvermogen en de verbeelding, met de integratie van emoties en de psychomotorische ontwikkeling. Om de lichamelijke, psychomotorische, cognitieve en emotionele vermogens te ontwikkelen, moet het kind actief gebruik maken van alle vijf zintuigen en daarbij steunen op een relatie met een beschikbare volwassene. Het ministerie van volksgezondheid spreekt zich uit tegen uitzending van specifieke televisiekanalen voor kinderen onder de 3 jaar en beveelt in het bijzonder aan dat het de commerciële bedrijven die uitzendingen voor jonge kinderen verzorgen verboden wordt zich te beroepen op voordelen voor de gezondheid of de ontwikkeling van het jonge kind die niet wetenschappelijk zijn bewezen.

In hetzelfde advies raadt het ministerie van volksgezondheid televisie kijken af voor kinderen tot minstens 3 jaar, onafhankelijk van het soort programma. Het ministerie stelt dat voorzichtigheid geboden is bij televisie kijken door kinderen van boven de 3 jaar. Het ontwikkelen van gerichte voorlichting is noodzakelijk om bewustwording van deze risico's bij volwassenen te bewerkstelligen.

Het ministerie van volksgezondheid heeft dit wetenschappelijk gefundeerde advies openbaar gemaakt.

Op grond van deze gegevens beslist de Raad tot het nemen van de noodzakelijke maatregelen ter bescherming van de gezondheid en de ontwikkeling van jonge kinderen, in het bijzonder kinderen tot 3 jaar, die uitermate gevoelig zijn voor de schadelijke invloed van de televisie.

Dientengevolge is er reden, enerzijds, de verspreiding van televisieprogramma's gericht op kinderen onder de 3 jaar aan banden te leggen en, anderzijds, televisiebedrijven op te dragen hun kijkers te waarschuwen voor de schadelijke invloed van televisie op deze kinderen.

I. De verspreiding van televisieprogramma's gericht op kinderen onder de 3 jaar

Dit besluit is toepasselijk op televisiebedrijven die in Frankrijk zijn gevestigd en die televisieproducten op de markt brengen, gericht op kinderen onder de 3 jaar.

A. Voorlichting aan abonnees

1. Informatie op televisie

De televisiebedrijven moeten regelmatig de volgende waarschuwing vertonen op het televisiescherm van hun bedrijf en dat van de verspreider, in een door hen zelf gekozen vorm, op leesbare en toegankelijke wijze:

'Dit is een boodschap van de Hoge raad voor de audiovisuele middelen en het ministerie van volksgezondheid:

Televisie kijken kan schade toebrengen aan de ontwikkeling van kinderen onder de 3 jaar, ook als het uitzendingen betreft die speciaal zijn bedoeld voor deze kinderen.'

2. Informatie buiten televisie

a) Informatie in communicatiemedia

In elk ander communicatiemedium dan televisie (ledenbladen, internet enz.) van de televisiebedrijven moeten zij bij elke verwijzing naar een televisiekanaal dat gericht is op kinderen onder de 3 jaar de volgende boodschap publiceren:

‘Dit is een boodschap van de Hoge raad voor de audiovisuele middelen en het ministerie van volksgezondheid:

Televisie kijken, waar onder begrepen uitzendingen van kanalen die gericht zijn op kinderen onder de 3 jaar, kan schade toebrengen aan de ontwikkeling van deze kinderen, zoals passiviteit, taalachterstand, slaapproblemen, concentratieproblemen en verslaving.’

Deze informatie kan onderaan de bladzijde worden geplaatst.

b) Contractuele informatie

Dezelfde boodschap moet genoemd worden, op leesbare wijze en in een lettertype dat minstens even groot is als de overige bepalingen, bij de algemene verkoopwaarden of de abonnementsvoorwaarden van alle overeenkomsten waarbij een televisiekanaal gericht op kinderen onder de 3 jaar is betrokken.

B. Reclame

Het is de televisiebedrijven verboden direct of indirect reclame te maken voor gezondheidswaliteiten of pedagogische waarde van uitzendingen bestemd voor kinderen onder de 3 jaar.

II. Het uitzenden van televisie en de bescherming van kinderen onder de 3 jaar

Dit besluit is toepasselijk op televisiezoekers die in Frankrijk zijn gevestigd in de zin van artikel 43-2 van de wet van 30 september 1986.

A. – Voorlichting voor televisiekijkers betreffende de schadelijke invloed van televisie op kinderen onder de 3 jaar

De Hoge raad voor de audiovisuele middelen zal in samenwerking met het ministerie van volksgezondheid jaarlijks via de tot zijn beschikking staande communicatiemedia (website, *Lettre du CSA*, persberichten enz.) campagne voeren om bewustwording bij het publiek te bewerkstelligen van de gevaren voor kinderen onder de drie jaar

De campagne richt zich op twee vaststaande bevindingen van deskundigen op het gebied van de gezondheid van kinderen:

-televisieprogramma's, welke dan ook, zijn niet geschikt voor kinderen onder de 3 jaar;

-televisie kan de ontwikkeling van kinderen onder de 3 benadelen door het bevorderen van passiviteit, taalachterstand, opwinding, slaapproblemen, concentratieproblemen en verslaving.

In het kader van deze campagne dienen televisiezenders de aan hen door de Raad ter beschikking gestelde informatie over de gevaren van televisie voor kinderen onder de 3 jaar, op door de televisiezenders te kiezen wijze, onder de aandacht te brengen van de televisiekijkers.

In overleg met de televisiezenders stelt de Raad de begin- en einddata van de campagnes vast. Hij deelt deze data drie maanden voor het begin van de campagne mee aan de televisiezenders.

B – Het uitzenden van programma's als gericht op kinderen onder de 3 jaar

Het is de zenders verboden via de televisie of op enige andere wijze programma's gericht op kinderen onder de 3 jaar uit te zenden of daar reclame voor te maken.

III. Informatievoorziening door de Hoge raad voor de audiovisuele middelen

Televisiezenders en televisiebedrijven zoals bedoeld in dit besluit voorziet de Hoge raad voor de audiovisuele middelen jaarlijks van een verslag van de uitvoering van de betreffende maatregelen. Dat verslag bevat in het bijzonder ook de eventuele moeilijkheden die zijn ondervonden bij de uitvoering van dit besluit.

Dit besluit wordt gepubliceerd in het *Journal officiel de la République française* (vergelijkbaar met de Staatscourant, vert.) en zal in werking treden per 1 november 2008

Aldus opgesteld te Parijs op 22 juli 2008,
Voor de Hoge raad voor de audiovisuele middelen,
De Voorzitter,
Michel BOYON

Bron:

http://www.csa.fr/infos/textes/textes_detail.php?id=126993 (website van de Conseil supérieur de l'audiovisuel)